

vernements canadien et français ont conclu un accord juridique, car, je le répète, la question intéresserait les ministres des Affaires extérieures des deux pays. Quant à moi, j'ai visité les îles Saint-Pierre et Miquelon et discuté de la question sur un plan personnel avec le gouverneur, et les deux parties sont convenues d'un programme opérationnel. S'il a été donné suite à ce programme dans un traité, c'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui devra le dire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le temps passe et il reste encore un bon nombre de questions supplémentaires à poser. Le député pourrait poser sa dernière question supplémentaire sur ce sujet, puis nous passerons aux autres questions.

M. McGrath: Comme question supplémentaire, je demanderai au premier ministre si nous avons conclu un accord avec le gouvernement de la France au sujet des droits conférés par traité à ce pays au large de la côte sud de Terre-Neuve, relativement aux îles Saint-Pierre et Miquelon. Je songe à nos dispositions parlementaires concernant le contrôle de la pollution et la conservation.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que ces divers sujets soient actuellement discutés. La question des pêches est à l'étude et je pense que celle des ressources du lit de la mer et des ressources minérales a dès le début été étudiée. Toutefois, je ne sais pas qu'un traité ait été conclu, sous réserve d'une réponse du ministre des Transports indiquant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait avoir négocié un instrument dont je ne suis pas informé. Je puis dire qu'il n'a pas été conclu d'accord formel.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ANNONCE EN FRANÇAIS DANS LA «GAZETTE»

M. Raymond Rock (Lachine): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale, et en son absence, à son secrétaire parlementaire. Pourquoi le ministère a-t-il fait insérer la semaine dernière, dans la *Gazette* de Montréal, une annonce intitulée «Des subventions à la mesure de votre industrie» et non imprimée en anglais?

M. l'Orateur: Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[L'hon. M. Jamieson.]

LA POLLUTION

LES FABRIQUES DE PÂTES ET PAPIERS—LE CAS DE LA CHURCHILL FOREST PRODUCTS COMPANY—LES ENTRETIENS AVEC LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA

M. Robert Simpson (Churchill): J'ai une question pour le ministre de l'Environnement que je vais m'efforcer de rattacher à une question précédente relative à la pollution provoquée par des déchets d'usines de pâtes et papiers. Le ministre peut-il nous dire si d'autres discussions ont eu lieu entre son ministère et le gouvernement du Manitoba sur la pollution provoquée par la Churchill Forest Products Company à Le Pas, au Manitoba, où le ministre lui-même a déclaré que la pollution ne faisait l'objet, à l'heure actuelle, d'aucun contrôle?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Oui, monsieur l'Orateur, des discussions ont eu lieu entre les fonctionnaires supérieurs de mon ministère et les représentants du gouvernement du Manitoba. Ils ont discuté d'un programme qui pourrait être assujéti aux nouvelles normes annoncées.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va autoriser le député de Churchill à poser une question supplémentaire mais j'informe les députés qu'il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions. Au nom de leurs collègues, je compte sur leur collaboration.

M. Simpson: Le ministre peut-il nous dire si une échéance a été fixée pour la mise en application de ce programme?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, je pense que oui mais je ne l'ai pas en tête.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LA QUESTION DES GARANTIES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Peut-il dire à la Chambre si, la semaine dernière, le gouvernement du Canada a présenté aux autorités américaines une proposition de commerce de l'automobile qui serait acceptable pour remplacer les garanties qui figurent actuellement à l'accord canado-américain sur l'automobile?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): La seule réponse que je puisse fournir au député, monsieur l'Orateur, est que les discussions dans le cadre de l'accord sur l'automobile se poursuivent. Il y a des gens à ma gauche qui disent que le Canada aurait dû abandonner les garanties il y a longtemps. De l'autre côté, on dit...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Baldwin: Et les gens derrière vous?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois à ce moment-ci rappeler le ministre à l'ordre. Le chef de l'opposition a la parole.